**PROCES-VERBAL VALANT COMPTE-RENDU
DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers : En exercice 10 Présents 7 Votants 9

Le **jeudi 15 mai 2025** à 19 heures, le conseil municipal de la commune de Le Noyer, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire, s'est réuni en session ordinaire, à la salle du conseil municipal, sous la présidence de monsieur Philippe GAMEN, maire.

Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, il est procédé à la désignation du secrétaire de séance. Valérie LABORET est désignée et accepte cette fonction.

Etaients présents : GAMEN Philippe, PETTELOT Dominique, DURAND Philippe, BESSON Françoise, LABORET Valérie, MANOUSSAKIS Odile et PERRIER Philippe

Etaients représentés : DODELIN Sophie par DURAND Philippe, MAGNIER Roland par LABORET Valérie

Etait absent : KRIEGK Magali

Date d'envoi et d'affichage de la convocation : 29 avril 2025

Délibération n° 2025/019

OBJET : DELIBERATION DECIDANT DU RECENSEMENT DES CHEMINS RURAUX DE LA COMMUNE DE LE NOYER

Monsieur le Maire rappelle que l'article 102 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi « 3DS ») a introduit un mécanisme permettant aux communes de recenser leurs chemins ruraux (codifié à l'article L 161-6-1 du code rural et de la pêche maritime).

Pour rappel, les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune (article L 161-1 du code rural et de la pêche maritime).

Monsieur le Maire expose que ce recensement nécessite une délibération du Conseil Municipal décidant le recensement des chemins ruraux, la réalisation d'une enquête publique réalisée en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et que la délibération arrêtant le tableau récapitulatif des chemins ruraux doit être prise dans un délai maximum de deux ans à compter de la présente délibération.

Monsieur le Maire précise que cette délibération suspend le délai de prescription pour l'acquisition des parcelles comportant ces chemins conformément à l'article L 161-6-1 du code rural et de la pêche maritime.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Le Noyer dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa transmission au Préfet. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa transmission au préfet ou à compter de la réponse de l'administration en cas de recours administratif préalable. Le tribunal administratif peut être saisi par Télérecours via l'adresse internet suivante : <https://www.telerecours.fr>

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **Approuve** la réalisation du recensement des chemins ruraux
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser un projet de récapitulatif des chemins ruraux de la commune et procéder à toutes les formalités nécessaires pour la réalisation de l'enquête publique, notamment la désignation d'un commissaire enquêteur et la réalisation des publicités légales.

La délibération est adoptée à l'unanimité

Délibération n° 2025/020

**VENTE DES PARCELLES COMMUNALES B 1611 ET B 1612 ISSUES D'UN ANCIEN CHEMIN RURAL
DECLASSE AU BENEFICE DE MONSIEUR PERNET OLIVIER**

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite d'une enquête publique de déclassement partielle de l'usage public du chemin rural dit « du Noyer à la Grande Côte », au hameau du Perrier, et d'un accord intervenu entre la commune et Monsieur PERNET Olivier, la commune a accepté de céder les parcelles B 1611 et B 1612 pour une superficie totale de 148m².

Ces parcelles constituaient une partie de chemin, plus utilisée par le public et n'ayant plus de qualité de desserte du secteur. Elles ont donc été préalablement déclassées par une délibération du 03/03/2025 et créées par le document d'arpentage n° 335 B.

Monsieur le Maire rappelle que cette vente se fera au prix de 32€/m² soit un montant total de 4 736€.

Monsieur le Maire informe que les frais de rédaction de l'acte administratif seront pris en charge par la Commune.

Enfin conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal que Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, représente la commune dans l'acte administratif à intervenir.

Suite à cet exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la cession au prix de 4 736€ par la commune des parcelles B 1611 et B 1612 pour une superficie totale de 148m².
- **ACCEPTE** que ladite cession soit régularisée par la rédaction d'un acte établi en la forme administrative et que les frais de rédaction de l'acte administratif sera pris en charge par la Commune.
- **AUTORISE** Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, à représenter la Commune lors de la signature de l'acte administratif à intervenir, conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La délibération est adoptée à l'unanimité

Délibération n° 2025/021

BJET : VENTE DES PARCELLES COMMUNALES B 1608, B 1609 ET B 1610 ISSUES D'UN ANCIEN CHEMIN RURAL DECLASSE AU BENEFICE DES CONSORTS VALENTIN

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite d'une enquête publique de déclassement partielle de l'usage public du chemin rural dit « du Noyer à la Grande Côte », au hameau du Perrier, et d'un accord intervenu entre la commune et les consorts VALENTIN, la commune a accepté de céder les parcelles B 1608, B 1609 et B 1610 pour une superficie totale de 317m².

Ces parcelles constituaient une partie de chemin, plus utilisées par le public et n'ayant plus de qualité de desserte du secteur. Elles ont donc été préalablement déclassées par une délibération du 03/03/2025 et créées par le document d'arpentage n° 334 F.

Monsieur le Maire rappelle que cette vente se fera au prix de 32€/m² soit un montant total de 10144€.

Monsieur le Maire informe que les frais de rédaction de l'acte administratif seront pris en charge par la Commune.

Enfin conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal que Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, représente la commune dans l'acte administratif à intervenir.

Suite à cet exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la cession au prix de 10 144€ par la commune des parcelles B 1608, B 1609 et B 1610 pour une superficie totale de 317m².
- **ACCEPTE** que ladite cession soit régularisée par la rédaction d'un acte établi en la forme administrative et que les frais de rédaction de l'acte administratif sera pris en charge par la Commune.
- **AUTORISE** Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, à représenter la Commune lors de la signature de l'acte administratif à intervenir, conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La délibération est adoptée à l'unanimité

Délibération n° 2025/022

<p>OBJET : VENTE DE LA PARCELLE COMMUNALE B 1607, ISSUE D'UN ANCIEN CHEMIN RURAL DECLASSE AU BENEFICE DE LA SCI TREE OF LIFE</p>

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite d'une enquête publique de déclassement partielle de l'usage public du chemin rural dit « du Noyer à la Grande Côte », au hameau du Perrier, et d'un accord intervenu entre la commune et la SCI Tree of Life, la commune a accepté de céder la parcelle B 1607 pour une superficie totale de 74m².

Cette parcelle constituait une partie de chemin, plus utilisées par le public et n'ayant plus de qualité de desserte du secteur. Elle a donc été préalablement déclassée par une délibération du 03/03/2025 et créée par le document d'arpentage n° 333 K.

Monsieur le Maire rappelle que cette vente se fera au prix de 32€/m² soit un montant total de 2368€.

Monsieur le Maire informe que les frais de rédaction de l'acte administratif seront pris en charge par la Commune.

Enfin conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal que Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, représente la commune dans l'acte administratif à intervenir.

Suite à cet exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la cession au prix de 2 368€ par la commune des parcelles B 1607 pour une superficie totale de 74m².
- **ACCEPTE** que ladite cession soit régularisée par la rédaction d'un acte établi en la forme administrative et que les frais de rédaction de l'acte administratif sera pris en charge par la Commune.

- **AUTORISE** Monsieur Dominique PETTELOT, 1^{er} adjoint, à représenter la Commune lors de la signature de l'acte administratif à intervenir, conformément à l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La délibération est adoptée à l'unanimité

Délibération n° 2025/023

OBJET : CHOIX DE SCENARIO DES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT MAIRIE SUR LA BASE DE L'APS

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le bâtiment de la Mairie ne répond plus aux normes en matière énergétique et que la commune s'est adjoint les services du cabinet Architecture et Energie pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment mairie rendue nécessaire afin :

- De réduire drastiquement les consommations d'énergie et la facture énergétique pour la commune. L'objectif est d'atteindre une réduction des consommations d'au moins 40%.
- De réduire les factures énergétiques pour les locataires
- D'améliorer l'étiquette énergétique des logements afin de les mettre en conformité avec le décret décence, même pour l'horizon le plus lointain (2034)
-

Le cabinet Architecture et Energie a présenté au conseil municipal le projet avec 2 scénarii :

- scénario n°1 : chaufferie positionnée dans le local de rangement existant (estimation 554 026 €HT)
- Scénario n°2 création d'un local chaufferie enterré (estimation 616 432 €HT)

Afin de pouvoir avancer sur la mission et faire des propositions sur des esquisses concernant le projet de rénovation énergétique du bâtiment, le cabinet Architecture Energie souhaite connaître l'avis des membres du Conseil pour savoir sur lequel des deux scénarii proposés travailler.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **Décide** de retenir le scénario n°1 (chaufferie positionnée dans le local de rangement existant), afin de permettre à l'AMO et l'architecte de fournir un prévisionnel financier dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment.
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget
- Autorise monsieur le Maire à signer les pièces et documents nécessaires à ce type opération

La délibération est adoptée à l'unanimité

Par ailleurs, le conseil municipal souhaite que, dans la mesure du possible, l'hypothèse de réaliser un auvent sur la façade frontale du bâtiment ne soit pas retenue et que la rampe d'accès aux personnes à mobilité réduite soit conservée en l'état.

Délibération n° 2025/024

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE CREATION DE CHEMINEMENTS PIETONNIERS INTER-HAMEAUX

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet de création de cheminements piétonniers entre les différents hameaux de la commune.

Monsieur le maire rappelle également que les services de Grand Chambéry ont été sollicités pour réaliser une étude technique et financière de l'opération.

Cette étude qui a été présentée préalablement au conseil municipal, prévoit la création de plusieurs tronçons qui pourraient être réalisés indépendamment avec une estimation financière globale de 324 746.79 €HT.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur l'engagement d'une première tranche de travaux dès cette année, afin de solliciter, le cas échéant, des éventuelles subventions auprès de l'Etat, du Département et de Grand Chambéry.

Au vu des estimations plus élevées que prévues venant d'être remises à la commune entre temps concernant les autres projets à entreprendre durant le mandat, tels que la rénovation énergétique du bâtiment de la mairie, la rénovation des bassins mais également les études liées à la rénovation de l'église, le conseil municipal s'est attaché à définir les priorités des travaux à engager cette année.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Considère que les travaux de création de cheminements piétonniers ne sont pas prioritaires pour être engagés cette année
- Dit que ces travaux pourront être néanmoins envisagés ultérieurement

La demande de subventions pour une première tranche de travaux cette année est donc rejetée par 6 voix contre, 1 voix pour et 2 abstentions.

INFORMATIONS DIVERSES

◆ Bassins

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le cabinet d'études Stéphanie JAKUBA a été missionné pour la réalisation d'une étude en vue de la restauration des bassins situés dans les hameaux.

Cette étude a permis de répertorier un total de 32 bassins sur la commune qui nécessiteraient tous des travaux de restauration. Il a été décidé qu'un seul bassin par hameau ferait l'objet de travaux prioritaires, ces derniers étant étalés sur plusieurs années.

Cette année 4 bassins seront retenus en vue de leur restauration : le bassin situé devant la mairie, un bassin situé au Crêt du Haut, un à La Ville ainsi qu'un au Mont.

Le maire informe le conseil municipal que Le Parc Naturel Régional du Massif des Bauges est susceptible de subventionner cette opération à hauteur de 5 000 €

◆ Presbytère

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les locataires actuels devraient bientôt déménager, et qu'il pourrait être envisageable de louer le bâtiment pour y accueillir une activité économique de type salon de thé et tiers lieux

Des personnes intéressées se sont manifestées auprès de M. Le Maire en ce sens.

◆ Tour de France féminin et étape du tour

Dominique PETTELOT informe le conseil municipal qu'une étape du Tour de France féminin passera sur la commune le 02 août prochain après midi, et que ce même jour, « l'étape du Tour » traversera également la commune en matinée. Pour assurer la sécurité de cette dernière, il faudra mettre en place des barrières (à voir avec Lionel), et trouver 8 signaleurs.

La séance est levée à 22h30

Compte-rendu affiché le

Le maire,
Philippe GAMEN

Le secrétaire de séance,
Valérie LABORET